



Pourquoi les négociations nucléaires avec l'Iran ont-elles échoué ?

Par [Prof. Ismael Hossein-Zadeh](#)

Mondialisation.ca, 24 novembre 2013

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [L'IRAN](#), [Nucléaire \(guerre et énergie\)](#)

Nous avons choisi de traduire et de diffuser cet article d'un historien étasunien qui donne d'importantes précisions sur le contenu de l'accord avorté sur le nucléaire iranien et replace utilement cette négociation dans une perspective politique plus large. Qui sait si, ironie de l'histoire, le jusqu'au-boutisme de la France placée dans le rôle du « mauvais flic », Obama jouant une nouvelle fois le rôle du « bon flic » (ce qu'il appelle le « management par l'arrière ») n'aura pas permis à l'Iran de comprendre que, sans rapport de forces et sans fermeté, les négociations avec des faux jetons ne mènent qu'à la capitulation et à la Russie de prendre garde à ne pas se satisfaire de la position périlleuse « d'interlocuteur valable » et de médiateur tout terrain adoubi par les occidentaux. COMAGUER

Les négociations entre l'Iran et ce qu'on appelle Groupe P5 + 1 qui comprend les puissances mondiales, qui ont débuté le 7 novembre et se sont prolongées pendant trois jours, ont fini par frustrant quand, apparemment, la France s'est opposée à l'accord intérimaire proposé étant donné qu'il n'établissait pas un contrôle suffisant de la technologie nucléaire iranienne. Que la France se soit opposée de façon indépendante ou avec la vieille stratégie du bon flic et du mauvais flic est une question secondaire. La question la plus importante est que les puissances nucléaires occidentales sont revenues sur leurs propres demandes et propositions malgré le fait qu'elles supposaient d'importantes concessions unilatérales par les négociateurs iraniens.

Bien que les détails des questions examinées durant les trois jours de négociations soient conservés comme « confidentiels », en particulier par la partie iranienne, l'information divulguée par les négociateurs et les médias occidentaux dit qu'avec la signature de l'accord possible, les négociateurs iraniens auraient convenu de :

- (a) arrêter d'enrichir de l'uranium à 20 % ;
- (b) désactiver les réserves actuelles de ce combustible (enrichi à 20 %) pour le plus grand enrichissement ;
- (c) limiter l'enrichissement de l'uranium à 3-5 % de pureté ;
- (d) ne pas pour utiliser les nouvelles centrifugeuses go-M2 pour l'enrichissement, lesquelles peuvent enrichir le combustible nucléaire cinq fois plus rapidement que les anciennes ;
- (e) permettre des inspections plus intrusives ;

(f) ne pas mettre en marche le réacteur à eau lourde d'Arak capable de produire du plutonium,

Qu'avait- de son côté obtenu l'Iran en échange de toutes ces concessions ? Pas grand chose. Les États-Unis et leurs alliés étaient d'accord pour :

(a) libérer la partie des fonds de plusieurs dizaines de milliards de dollars de recettes pétrolières iraniennes qui sont bloqués sur des comptes bancaires à l'étranger, notamment en Chine, Corée du Sud et au Japon ;

(b) étudier la possibilité d'assouplir les sanctions interdisant le commerce des métaux précieux et des produits pétrochimiques.

Les sanctions plus strictes sur le pétrole iranien et les banques resteraient sans changement dans le projet d'accord intérimaire.

Malgré l'injustice flagrante envers l'Iran d'un accord basé sur ces concessions unilatérales, c'était l'autre partie, pas l'Iran, qui s'est opposé à sa propre proposition de règlement. La question est de savoir pourquoi.

Négociateur de mauvaise foi : le programme nucléaire de l'Iran comme prétexte à un changement de régime

Le fait que les États-Unis et les autres puissances occidentales aient invalidé leurs propres propositions d'accord est un signe indéniable du fait que, fidèle au modèle de nombreuses négociations de la dernière décennie, ces puissances nucléaires n'ont pas négocié de bonne foi : ils ont exigé que la partie iranienne une série de concessions unilatérales dans l'espoir que les Iraniens n'accepteraient pas eux. Mais lorsque les négociateurs iraniens ont décidé de signer l'accord intérimaire proposé basé sur ces demandes, les puissances nucléaires occidentales ont reculé.

Les raisons d'annuler le projet d'accord qu'ont donné publiquement les négociateurs occidentaux comprenaient, entre autres, l'avenir du réacteur nucléaire à eau lourde Arak, les réserves d'uranium enrichi à 20 % et le degré et l'étendue des inspections intrusives. Toutefois, la raison fondamentale, filtrée par les fonctionnaires et les médias iraniens (et confirmé par les négociateurs russes), est autre.

Les États-Unis et leurs alliés avaient promis à la partie iranienne que si pendant six mois l'Iran remplissait fidèlement et avec succès les « obligations » de l'accord intérimaire pour « générer la confiance », à la fin de cette période, cela aurait comme conséquence :

(a) la reconnaissance du droit légal et légitime de l'Iran à la technologie nucléaire à des fins pacifiques ;

(b) la reconnaissance de son droit à enrichir de l'uranium à 5 % de pureté, le niveau nécessaire pour les centrales nucléaires ;

(c) le relâchement ou la levée des sanctions sur les exportations de pétrole brut et l'accès au système financier international.

En 2005, des promesses similaires ont conduit l'Iran à suspendre son programme d'enrichissement de l'uranium pendant deux ans sans contrepartie dans l'assouplissement

des sanctions économiques. En tenant compte de cette expérience, les négociateurs iraniens ont insisté cette fois pour que trois promesses mentionnées ci-dessus soient faites par écrit. Et c'est lorsque la mauvaise foi des négociateurs des puissances nucléaires occidentales est devenue claire qu'ils ont refusé d'officialiser leurs engagements par écrit.

Encore une fois, cela montre que, en violation du traité de non-prolifération, qui reconnaît clairement le droit des pays membres à la technologie nucléaire à des fins pacifiques, le véritable objectif des États-Unis et de leurs alliés est de refuser à l'Iran ce droit légal et légitime. Mais fondamentalement, il montre que ce programme nucléaire iranien est utilisé comme prétexte pour transformer l'état iranien souverain en état client.

Les dirigeants iraniens semblent être au courant des motifs cachés des États-Unis et de leurs alliés dans les négociations nucléaires. Cependant, encore et encore, ils reviennent à la table des négociations – qui, dans ce qui dans l'esprit des États-Unis et de leurs alliés, est fondamentalement une farce – et donnent à leurs adversaires le prétexte pour renforcer les sanctions. Pourquoi ? Pourquoi avancer d'un pas en sachant qu'il conduira à tomber dans un piège ?

Erreurs de calcul de l'Iran

Une réponse fréquente à cette question, c'est que vous en raison des sanctions très sévères et de la menace de guerre, l'Iran se voit obligé de poursuivre les négociations nucléaires même s'il ne peut être optimiste sur leur résultat. S'il peut y avoir quelque chose de vrai dans cette explication, la raison fondamentale semble être une énorme erreur de calcul de la part des décideurs de la politique nucléaire iranienne.

Son raisonnement a toujours été que, comme le programme nucléaire iranien est effectué à des fins civiles/pacifiques, et qu'il respecte le traité de non-prolifération, ils ne devraient pas avoir peur des négociations. En d'autres termes, étant donné que l'Iran dit la vérité, ils pensent, que tôt ou tard ils démontreront que leurs homologues nucléaires avaient tort, et qu'ils devront finalement accepter leurs droits nucléaires légaux et légitimes. C'est une erreur de calcul gigantesque, comme tenter d'inverser le résultat d'un test. Bêtise, selon Albert Einstein, « refaire la même chose encore et encore et s'attendre à des résultats différents. » Les négociateurs iraniens sont très loin d'être stupides. Ils sont en effet connus pour être au nombre des hommes politiques et des négociateurs internationaux les plus qualifiés dans le monde. Toutefois, lorsque l'issue ou l'échec des négociations nucléaires sont prédéterminés, il est absurde d'en attendre un résultat différent. Les efforts inutiles de l'Iran pour changer le résultat des négociations nucléaires (p. ex. test négatif) se sont révélés très coûteux si vous regardez l'augmentation des sanctions économiques : chaque nouveau cycle de négociations nucléaires a entraîné un durcissement des sanctions. Bien sûr, cela ne signifie pas qu'en l'absence de négociations il n'y aurait pas eu de sanctions économiques et/ou des actes d'agression contre l'Iran ; ce que je veux dire, c'est que si elle s'est terminée par cette farce il était inutile de s'acharner sur le prétexte nucléaire pour durcir les sanctions.

Le rôle de la Présidente Rouhani

Outre le problème lié à la folie de jouer à cette mascarade de négociations – à laquelle ils ont participé, plus ou moins tous les négociateurs iraniens, tout au long de ces 10 dernières années – le président Rouhani et son équipe de négociation les négociateurs pourraient être contestés pour une autre erreur de calcul, ou peut-être même une erreur conceptuelle.

Alors que Ahmadinejad les négociateurs iraniens au cours de sa présidence n'avaient aucune illusion sur les intentions des États-Unis et de leurs alliés et ont de ce fait résisté à la demande des concessions unilatérales, Hassan Rouhani et son équipe semblent entretenir ces illusions ; ce qui explique pourquoi ils ont consenti toutes les concessions unilatérales consenties énumérées ci-dessus au cours de la dernière ronde de négociations.

Ces illusions proviennent d'une perception assez confiante et imprudente du fait que les politiques de sanctions économiques contre l'Iran (ou les politiques impérialistes d'agression en général) pourraient être influencées par des formules de politesse et des règles de bienséance diplomatique. En ce sens, elles rejettent la responsabilité des nombreuses sanctions (et de la paralysie économique de l'Iran qui en découle) sur l'ancien Président, Mahmoud Ahmadinejad, pour ses manières « peu raffinées », son attitude de « confrontation » ou ses politiques « extrémistes ». Cette utilisation évidente de son prédécesseur comme bouc émissaire a été patente pendant la campagne présidentielle d'Hassan Rouhani durant les mois de mai et juin 2013.

Que la raison d'imputer la faute des sanctions économiques aux administrations précédentes provienne de convictions sincères ou de calculs politiques opportunistes, demeure le fait qu'en agissant ainsi, Président Rouhani a considérablement affaibli la position de l'équipe de négociation à Genève en la chargeant, peut-être par inadvertance, de la responsabilité de trouver une solution à l'impasse dans les négociations nucléaires. Ceci expliquerait, comme je l'ai déjà dit, pourquoi au cours du dernier round de négociations (du 7 au 9 novembre), que la partie iranienne ait accepté de faire de nombreuses concessions. Que les États-Unis et leurs alliés aient refusé de signer le projet accord (prétendant que les concessions ne limitaient pas suffisamment le programme nucléaire iranien) ne change rien au fait que l'Iran était prêt à le faire.

En conclusion :

La dernière série de pourparlers nucléaires entre l'Iran et le groupe 5 + 1 groupe a échoué, non pas parce que l'Iran n'a pas fait des concessions importantes, mais parce que les États-Unis et leurs alliés ont refusé de reconnaître le droit légal et légitime de l'Iran, garanti par le traité de non-prolifération, à la technologie nucléaire à des fins civiles et pacifiques. La politique des États-Unis envers l'Iran (ou tout autre pays, en ce qui concerne cette question) est basée sur un agenda impérialiste qui se compose d'une série de demandes et d'attentes, pas dans leur formulation diplomatique ou dans le type de langage utilisé par ses dirigeants.

Cela inclut la renonciation par l'Iran de ses droits légal et légitime à la technologie nucléaire à des fins civiles, ainsi que sa conformité avec la stratégie géopolitique des États-Unis-Israël pour le Moyen-Orient et la région du golfe Persique. Cela comprend la poursuite de l'ouverture de l'économie et du marché de l'Iran au libre échange et aux investissements américains.

Il semble raisonnable de soutenir que, ainsi, une fois que l'Iran aurait permis une participation ou une ingérence des États-Unis sur les questions de souveraineté nationale, le pays se serait précipité sur une pente glissante qui l'aurait conduit à l'abandon de sa souveraineté : les États-Unis ne seraient pas satisfaits tant que l'Iran ne serait pas devenu un autre État client, plus ou moins comme la Jordanie, l'Arabie saoudite et d'autres.

La plupart des politiciens et décideurs iraniens sont très conscients de ceci. Cependant,

tout comme les anciens présidents Rafsandjani et Khatami, Hassan Rouhani maintient une position ambiguë sur la doctrine impérialiste et la politique étrangère américaine. Le Ce sera mieux Lorsque, lui et ses conseillers identifieront et démasqueront ces stratégies et ces intentions,

Original en anglais :



[US Foreign Policy Designs, Geopolitical Roulette: Why the Iran Nuclear Talks Failed](#), publié le 15 novembre 2013

Traduction COMAGUER,

Au fil des jours et des lectures n°180

<http://comaguer.over-blog.com>

Ismaël Hossein-Zadeh est professeur émérite d'économie, Université de Drake, Des Moines, Iowa. Il est l'auteur de *l'économie politique du militarisme US* (Palgrave - Macmillan 2007) et « *développement soviétique non capitaliste : le cas de Nasser en Egypte* » (Praeger Publishers, 1989). Son dernier livre, intitulé « *Au-delà des explications grand public de la crise financière : parasite Finance le Capital financier parasite* », sera publié par Routledge livres.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Prof. Ismael Hossein-Zadeh](#), Mondialisation.ca, 2013

Articles Par : **[Prof. Ismael Hossein-Zadeh](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca

